

Paré de l'autorité d'un excellent communicant, Frédéric Lemos a aussitôt mis en garde ces derniers contre la fuite de ces informations avant l'instruction du permis de construire modificatif. En effet, après avoir trouvé un accord pour éteindre quatre des cinq contentieux engagés contre la copropriété, l'enjeu est d'éviter d'en susciter de nouveaux. Cette stratégie de discrétion vise aussi, par le saucissonnage des modifications, à faciliter leur validation globale par la municipalité parisienne.

RÉTRÉCIR LA SERRE URBAINE

Selon nos informations, la serre urbaine coiffant la Tour, emblématique de la rénovation telle qu'elle a été présentée fin 2017, pourrait perdre 8 mètres de hauteur et, dans le cadre d'une refonte des étages supérieurs et de la terrasse, n'aura plus l'ambition affichée. Le jardin suspendu devrait être rehaussé du 14^e au 16^e étage. La

création d'un "patio nord" pour égayer le restaurant inter-entreprises devra être également soumise à validation, sachant qu'il impacte la structure du bâtiment et modifie l'aspect intérieur. S'ajoutent certaines modifications concernant les commerces dans le hall, au rez-de-chaussée.

A compter du dépôt du permis de construire modificatif, le maire du XV^e, **Philippe Goujon**, disposera d'un mois pour rendre son avis, avant transmission à l'Hôtel de ville. Pour les élus, qui considèrent la rénovation de la Tour Montparnasse dans le cadre d'un aménagement portant sur 9 hectares au total, les travaux ne pourront débuter, en tenant compte des retards accumulés, avant à la fin des **Jeux olympiques (JO)** de Paris 2024, et s'étaleront sur une durée de 44 mois. La programmation initiale, pour une livraison juste avant les JO, semble donc difficile à tenir.

Daniel Bernard



ACTION PUBLIQUE

EXÉCUTIF

Le Quai d'Orsay met son veto à des auditions sur la souffrance au travail

L'Assemblée des Français de l'étranger s'est vue refuser sa demande d'interroger des hauts fonctionnaires et agents du Quai d'Orsay pour son raout bi-annuel. Elle prévoyait de consacrer une demi-journée à la souffrance au travail au sein du ministère.

Les 90 conseillers de l'**Assemblée des Français de l'étranger (AFE)** ont vu leur programme chamboulé par le Quai d'Orsay. Les représentants des expatriés espéraient profiter des travaux de leur 38^e assemblée, ce mercredi 29 mars, pour consacrer une demi-journée à la

souffrance au travail dans les administrations - ambassades, consulats, centres culturels - du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Ils souhaitent par la même occasion alerter sur la détérioration des services rendus aux expatriés. Mal leur en a pris : leur

demande d'auditionner des hauts fonctionnaires et agents du Quai a reçu une fin de non-recevoir. Le ministère a décliné par mail toute possibilité d'entretien sur ces questions, en justifiant qu'elles "n'appartiennent pas au domaine de compétence de l'Assemblée des Français de l'étranger." L'AFE avait initialement prévu d'interroger la DRH du ministère, **Agnès Romatet-Espagne**, la directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE), **Laurence Haguenaer**, la référente de la cellule "Tolérance Zéro" **Marie-Christine Butel**, ainsi que la psychologue attitrée du Quai.

Le ministère de **Catherine Colonna** a toutefois consenti à un petit geste, en acceptant de partager quelques informations aux conseillers de l'AFE sur le fonctionnement de la cellule "Tolérance Zéro" et la politique de lutte contre le harcèlement. Ces éléments leur seront diffusés prochainement, en dehors du cadre des auditions, dans une documentation de présentation.

UNE PRÉCÉDENTE MISSION D'INFORMATION AVORTÉE

Des députés avaient déjà cherché à alerter sur ces questions de souffrance au travail, cristallisées autour des cas de harcèlement dans les ambassades. En 2019, la députée **LREM** de la 11^e circonscription des Français de l'étranger, **Anne Genetet** et son ancien collègue des **Républicains**, **Didier Quentin**, avaient averti dans un rapport d'information sur "la surcharge de travail" pour les postes de secrétaire général d'ambassade. Les parlementaires soulignaient un "risque majeur d'usure, de démotivation et de troubles psychosociaux."

Une seconde mission sur la souffrance au travail au Quai d'Orsay avait été lancée dans la foulée avant qu'elle ne soit interrompue par la crise Covid en 2020. Ces travaux n'ont finalement jamais repris au sein de la commission des affaires étrangères, présidée par le député **Jean-Louis Bourlanges (Modem)**, peu enclin à poursuivre ces investigations.

Maël Jouan



ENTREPRISES

COMEX ET CA

Le comex de TotalEnergies acquiert pour 9 millions d'euros d'actions gratuites

Au-delà d'une hausse de leur rémunération pour 2022, Patrick Pouyanné et six autres membres du comex ont exercé en mars leur option d'acquisition des actions gratuites qui leur ont été attribuées en 2020 et avant. Le package de Patrick Pouyanné dépasse ainsi les 3,5 millions d'euros, sur les 9,3 millions acquis par le Comex.

À deux mois de l'assemblée générale de **TotalEnergies**, plusieurs membres du groupe font le plein en actions de